



Sivens – 26 octobre 2024

Sommaire :

Page 2 à 16 - Trois articles extraits du site Reporterre (reporterre.net) :

- « *Ce qu'on a vécu là est indélébile* » : à Sivens, la mémoire de Rémi Fraisse vit toujours. 28 octobre 2024

- *Les amis de Rémi Fraisse témoignent : « J'ai la rage, et je pense qu'elle ne partira jamais »*. 26 octobre 2024

- *À Sivens, les agriculteurs ont finalement réussi à se passer du barrage*. 28 octobre 2024

Page 17 - Diffusion du reportage sur le rassemblement à Sivens du 26 octobre dans l'émission de radio Canal Sud (Toulouse) *Les Petits Papiers*.

<http://www.canalsud.net/spip.php?article5971> (29 octobre)

<https://reporterre.net/Ce-qu-on-a-vecu-la-est-indelebile-a-Sivens-la-memoire-de-Remi-Fraise-vit-toujours>

Par [Elsa Souchay et Antoine Berlioz \(photographies\)](#)

28 octobre 2024 à 09h58

« Ce qu'on a vécu là est indélébile » : à Sivens, la mémoire de Rémi Fraise vit toujours

La mort de Rémi Fraise, militant écologiste tué par un gendarme en 2014, a été commémorée à Sivens, le 26 octobre, par plusieurs centaines de militants. Un travail de mémoire nécessaire pour les luttes.



Lisle-sur-Tarn (Tarn), reportage

Un ciel d'automne, une pluie fine, une atmosphère humide, et une foule de plusieurs centaines de militants longeant la rivière du Tescou. 250 personnes se sont retrouvées samedi 26 octobre, à Sivens, sur la commune de Lisle-sur-Tarn, pour honorer [la mémoire d'un homme et d'une lutte](#). Un temps de retrouvailles pour toutes les composantes de la bataille contre le projet de barrage abandonné à la suite de cette terrible nuit du 25 au 26 octobre 2014, où [Rémi Fraise a été tué par un gendarme mobile](#). L'étudiant était venu ce jour-là en simple soutien, sans avoir participé à la longue lutte.

[Lire aussi : Les amis de Rémi Fraise témoignent : « J'ai la rage, et je pense qu'elle ne partira jamais »](#)

Sur place, ceux qui occupaient les abords du chantier pendant quatre saisons restent profondément marqués. La Guinde [*] a ainsi l'impression de « *revenir à la maison* ». Il avait débarqué là début 2014 contre un projet « *et son monde* », comme les zad le scandaient alors. « *On a vécu et défendu ici un autre monde possible* ». La zad reste un beau souvenir qui l'a « *complètement changé. Ici, j'ai appris à faire du pain, de la construction, du maraîchage* ».

Entre les [charges policières et les expulsions](#) s'y esquissait un nouveau monde, dans une rude épreuve. « *Il faisait froid, on avait de la boue jusqu'aux oreilles, le bois était mouillé pour se chauffer, se souvient l'ancien occupant, qui n'oublie pas tous les liens qui se sont tissés. Ce qu'on a vécu là est indélébile.* »



Rassemblement et prises de parole devant la zone humide du Testet, où se trouvaient la zad et le lieu des affrontements. © Antoine Berlioz / Hans Lucas / Reporterre

Mémoires de luttes

Aux côtés de l'ancien zadiste, une petite fille questionne : « Papa, tu connais le chant “Ai mamà” ? ». « Ah maman, si tu savais comment le ruisseau faisait envie, comme les gens se sont réunis », chantera un peu plus tard une chorale en occitan. En une décennie, les militants d'hier sont devenus familles, avec ou sans enfants. Les plus âgés, aux cheveux blancs, marchent moins vite mais sont toujours là. Jean-Marie, natif de la commune de Lisle-sur-Tarn, a été de ceux qui ont alerté très tôt sur le projet de barrage. « Ma famille avait des bois ici, je me suis investi là-dedans, je venais souvent soutenir les gars. » Et les filles, et les queers aussi.

Dix ans ont passé et les luttes ont élargi la palette de ce qu'on peut déconstruire. Désormais, l'activisme, aussi intense qu'il soit, doit être accompagné d'un soutien émotionnel organisé. Un changement salué par Betina, ancienne occupante à Sivens : « À l'époque, on n'était pas super forts sur le soin, tout ça. Faire le lien avec les personnes qui luttent aujourd'hui, ça nous a donné l'envie de faire des cercles de parole, des réunions. Un partage d'expériences et de pratiques entre des luttes qui se répondent. C'est riche. »



Une banderole est érigée à la mémoire de Rémi et de toutes les personnes tuées pour avoir défendu l'environnement ou s'être opposées à un projet écocidaire. © Antoine Berlioz / Hans Lucas /

Léna [*] fait partie de cette nouvelle génération militante. Âgée de 21 ans, l'âge qu'avait Rémi au moment de son décès, « *c'est ce qui a fait qu'aujourd'hui spécifiquement [elle s'est] motivée à venir* ». Pour elle, « *Sivens était un mot un peu vague, et c'est devenu plus concret quand [elle s'est] investie contre l'A69* », le projet d'autoroute entre Toulouse et Castres. Devant la multiplicité des batailles menées dans le département — autoroute, centrale à bitume, projet de grand contournement de Toulouse, entrepôts logistiques, LGV —, elle se prend à rêver que « *le Tarn soit une zad géante* ».

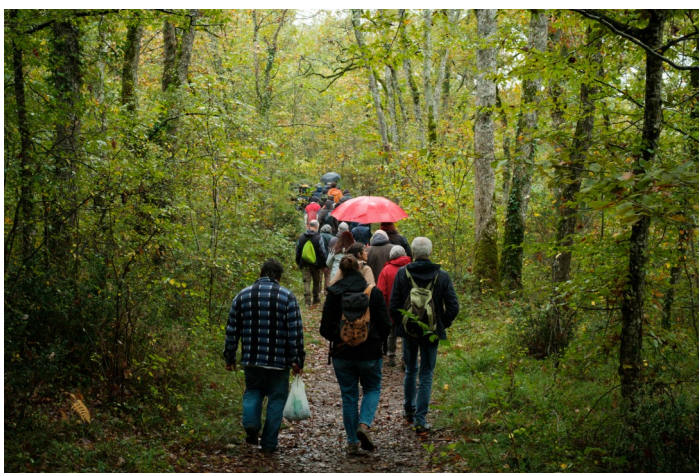
La nature qui s'est défendue

Pour cela, il faut préserver la mémoire des luttes passées. Or, de celle de Sivens, il ne reste presque aucune trace visible. Gazad, la Bouillonnante : les hauts lieux de la lutte détruits et expulsés sont aujourd'hui verdoyants et jouxtent une florissante zone humide. « *Il a fallu batailler pour qu'à l'abandon du projet soit inclus le financement de la remise en état de la zone naturelle détruite* », raconte Céline.

Bien au fait des enjeux environnementaux, elle rappelle qu'avant même le chantier, « *le cours du Tescou se creusait du fait des prélèvements d'eau en aval, ce qui asséchait la zone humide* ». Les travaux de restauration écologique menés depuis 2017 ont permis de refaire couler l'eau là où le chantier avait tassé le sol, mais aussi de niveler la rivière pour favoriser l'épanouissement d'une nouvelle biodiversité.

« Cela reste très difficile de réactiver ces souvenirs »

Au bord du Tescou, un bouquet de fleurs a été accroché au bout d'un piquet en bois, comme point de recueillement. Sabine y fredonne quelques airs de lutte, avec deux amies. « *Sivens m'a montré que le combat collectif peut encore payer, même si c'est avec douleur.* » Ses souvenirs sont toujours aussi vifs : « *Il y a eu tellement de scènes fortes, alors que l'État a tout fait dans l'illégalité ici.* » Les visages écrasés par les bottes des gendarmes, des arbres centenaires mis à terre, les rondes des milices probarrages en 4x4... « *Cela reste très difficile de réactiver ces souvenirs* », souligne Fatima, du collectif Sivens 10 ans.



Traversée de la forêt de Sivens pour rejoindre la zone humide en fond de vallée. © Antoine Berlioz /

Surtout quand si peu a changé. « [Personne n'a su tirer les enseignements](#) de ce qui s'est passé ici », déplore Benoît Biteau, député de Charente-Maritime. Pour lui, de la retenue de Sivens aux mégabassines du Poitou, toutes deux imaginées et construites par la même entreprise — Rives et Eaux du Sud-Ouest —, l'histoire se répète : « *Les scientifiques nous disent que ce n'est pas la bonne méthode, les projets sont illégaux, on gagne en justice, mais les chantiers se font quand même.* » Et l'ultime option, « *même manifester, devient illégale* ».

Hormis lui, et la députée tarnaise Karen Erodi ainsi que le sénateur du Rhône Thomas Dossus (tous trois écologistes), aucune figure politique nationale n'était présente. Si le bassin versant du Tescou a été brièvement l'épicentre des attentions, la destinée de cette vallée tarnaise semble aujourd'hui bien moins capitale.



Balade naturaliste dans la zone humide du Testet. © Antoine Berlioz / Hans Lucas / Reporterre

De Superphénix à l'A69

Peu importe. Celui qui manquait ce 26 octobre à Sivens, c'était Rémi Fraisse. Une « *présence-absence* », comme le résume Sabine, pour quelqu'un que très peu ont connu. Tandis que son père se fera entendre par le biais d'un poème lu par un ami ; sa mère, Véronique, était là sans avoir à le dire, après avoir déjà transmis sa parole au média indépendant [Politis](#).

C'est Franck Michalon qui livrera le témoignage de ceux qui ont vu un proche mourir dans une lutte écologiste. « *Même terrain de lutte, même météo.* » Et même horreur : la sienne a eu lieu en Isère, à Malville, où son grand frère [Vital Michalon avait été tué](#) par l'explosion d'une grenade — du même type que celle qui sera fatale à Rémi en 2014 — en luttant contre le projet nucléaire Superphénix. « *L'année de mes 20 ans, les piliers sur lesquels je pensais m'intégrer à ma vie d'adulte ont volé en éclats avec l'explosion de la grenade qui a tué mon frère.* »



Prise de parole de Franck Michalon, frère de Vital Michalon, tué par les forces de l'État en 1977 lors de la manifestation antinucléaire de Malville. © Antoine Berlioz / Hans Lucas / Reporterre

Ce sentiment d'avoir basculé, changé complètement de rapport au monde, est ici largement partagé. Comme le rappelle avec force Claire Dujardin, avocate d'une partie de la famille de Rémi Fraisse, qui pointe la responsabilité des autorités : « *Ils savaient que cette grenade pouvait tuer et qu'elle l'avait fait cette nuit-là dès les premières heures après sa mort.* » Pour elle, au-delà de la tentative de dissimuler la responsabilité des gendarmes, le pouvoir avait décidé à Sivens « *d'envoyer un message aux militants : "Tant pis pour vous, vous pouvez mourir, être mutilés, blessés"* ».

En dix ans, cette funeste éventualité est en passe d'être intégrée par les militants actuels : « *Nous sommes nombreux·ses à avoir ici découvert la peur, pour nos vies, peur d'être blessé·es* », témoignent des militants opposés à l'A69. À leur suite, celles et ceux de Bassines non merci, venues de Sainte-Soline, rappellent la gravité de « *savoir nos proches inquiets et avoir raison de l'être* » quand elles et ils ne font que se battre « *pour un monde où les rivières sont belles* ». Devant le Tescou, ce 26 octobre, cette banderole gisait : « *Nous humains, enfants de la Terre, continuons le combat pour la vie.* »

Christian Conrad
est botaniste et
anime la balade
naturaliste.

1 / 10



<https://reporterre.net/Les-amis-de-Remi-Fraise-temoignent-J-ai-la-rage-et-je-pense-qu-elle-ne-partira-jamais>

[Justin Carrette \(texte\), Antoine Berlioz \(photographies\) et JB Meybeck \(dessin\)](#)

26 octobre 2024 à 09h40

Les amis de Rémi Fraise témoignent : « J'ai la rage, et je pense qu'elle ne partira jamais »



Le 26 octobre 2014, Rémi Fraise a été tué par un gendarme lors d'un rassemblement contre le barrage de Sivens, dans le Tarn. Ses amis racontent à Reporterre leur colère, toujours vive dix ans après sa mort.

« J'ai ressenti de la sidération. Son visage était partout, c'était toujours la même photo, en plus. » Assis sur un banc au Jardin des plantes, dans le centre de Toulouse, Thomas, Simon [*] et Greg se rappellent des quelques jours qui ont suivi le 26 octobre 2014 et la mort de leur ami, Rémi Fraise. Ce botaniste de 21 ans s'était rendu à Sivens, dans le Tarn, pour soutenir la lutte contre un projet de barrage.

Alors qu'il était venu pour s'informer sur cette lutte et participer à un événement familial et festif où les forces de l'État ne devaient pas se trouver, Rémi a été tué durant la nuit par [le jet d'une grenade offensive](#) qui s'est logée au niveau de sa nuque, entre son sac à dos et sa capuche.

[Lire aussi : Mort de Rémi Fraise : 10 ans après, retour sur un tournant de la lutte écologiste](#)

« C'était dur d'accepter la réalité », explique Simon, qui faisait partie, avec Rémi, d'un groupe d'amis d'une quinzaine de personnes, tous et toutes originaires d'un village à quelques kilomètres de Toulouse. *« Il y a énormément de choses à dire sur la façon dont cela a été traité dans la presse. Rémi a été présenté comme un militant violent, qui transportait un cocktail molotov dans son sac. On savait que c'était faux, on connaissait Rémi, mais c'était extrêmement violent pour nous d'entendre tout cela. »*

À côté de Simon, Thomas fait aussi partie de ce groupe d'amis qui ont désormais tous et toutes la trentaine. *« On a senti que l'opinion publique et les médias sous-entendaient que Rémi était un militant violent et que, d'une certaine manière, il avait bien mérité ce qui lui était arrivé. »*



« Il y a une naïveté qui était présente il y a dix ans et qui n'est plus là », dit Thomas. « L'image de l'État et des forces de l'ordre a changé pour moi. » © Antoine Berlioz / Reporterre

Jointe par téléphone, Manon, qui habite désormais Montpellier, avait bu un verre avec Rémi à Toulouse, la veille de sa mort. Dans la foulée, elle s'est envolée à l'étranger pour poursuivre ses études. « *Je venais d'arriver en Malaisie quand j'ai appris la mort de Rémi* », raconte-t-elle, la voix emplie d'émotion. « *J'étais dévastée. Je suivais beaucoup les choses via la presse et c'était horrible, tout ce qu'on disait sur lui. Je ne comprenais pas comment des gens qui ne le connaissaient pas pouvaient raconter de telles choses.* » Elle confie avoir désormais « *énormément de mal à faire confiance aux médias* ».

Après le choc est venu le temps des explications, des enquêtes et des procédures judiciaires. En 2018, le gendarme auteur du tir de grenade qui a tué Rémi Fraisse a bénéficié d'un non-lieu. Cette décision a été confirmée par la cour d'appel de Toulouse en 2020 puis [par la Cour de cassation en 2021](#), six ans après la mort de Rémi. L'affaire était alors presque enterrée, malgré une ultime requête déposée par la famille devant la Cour européenne des droits de l'Homme en 2021. Le tribunal administratif de Toulouse a tout de même reconnu la responsabilité de l'État en 2023 et [l'a condamné à verser de maigres compensations financières à la famille](#).

Justice, police : « C'est fini, je n'ai plus confiance en rien »

« *Je n'ai pas suivi tout cela, j'avais besoin de prendre du recul. J'avais l'impression que cela ne menait à rien et qu'ils n'en avaient rien à faire de la mort de Rémi* », se souvient Manon, qui le connaissait depuis l'école maternelle. « *Le non-lieu est horrible. On a l'impression qu'il ne s'est rien passé, alors que Rémi est mort. Je n'ai jamais été une militante, et avant cela, j'avais quand même une certaine confiance dans la justice, dans la police. Depuis, c'est fini, je n'ai plus confiance en rien* ».

« *Dans le cas d'un assassinat, on retrouve parfois le meurtrier et il est condamné, poursuit-elle. Peut-être qu'il y a une forme d'apaisement pour les proches. Dans le cas de Rémi, il n'y a rien eu. À chaque fois que j'en parle, j'ai la rage, et je pense qu'elle ne partira jamais.* »

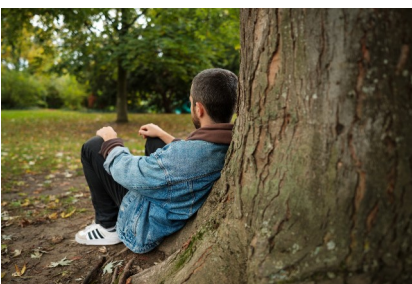


Juliette : « À travers notre expérience, nous avons été témoins de la manipulation des médias et de la criminalisation des personnes qui luttent contre des projets écocidaire. » © Antoine Berlioz / Reporterre

Greg, qui est assis avec ses deux amis devant un grand pin au Jardin des plantes de Toulouse, se questionne : « *Je ne sais pas ce que je voulais vraiment. Je souhaitais surtout qu'il y ait des conséquences après la mort de Rémi sur l'utilisation de ce type de grenades et la reconnaissance de leur dangerosité pour que ça ne se reproduise pas.* »

Durant les années qui ont suivi la mort de Rémi, ses amis ont emprunté différentes trajectoires pour aller mieux, se reconstruire et apprendre à vivre avec ce traumatisme. « *Je pense quasiment tous les jours à Rémi* », confie Greg, « *moins d'une façon douloureuse que durant les premières années après sa mort, mais c'est tout de même quotidien. Quand je croise un policier par exemple, je pense quelques secondes à Rémi.* »

À sa gauche, Thomas poursuit : « *Personnellement, je me suis un peu tenu à distance de tout cela, mais certains amis ont ressenti tout de suite beaucoup de rage et ont eu besoin de militer et de suivre tout cela, comme un devoir.* »



« *Quand je croise un policier par exemple, je pense quelques secondes à Rémi* », confie Greg. © Antoine Berlioz / Reporterre

Sur les berges du Tarn, dans la campagne occitane, Juliette, une amie d'enfance de Rémi, a également accepté de se confier à Reporterre. « *J'ai continué à faire ma vie après sa mort. J'ai fini mes études, je suis partie à l'étranger et j'ai commencé à travailler. Je me suis tenue loin de toutes les luttes, mais j'ai tout suivi en ligne, raconte-t-elle. Je pense que cela faisait partie de mon cheminement. Aujourd'hui, militer est devenue une façon de transformer toute cette colère qui est née après la mort de Rémi.* »

« Il y a plein de choses que je trouve terriblement injustes, poursuit-elle. D’abord, que des gens continuent à se faire tuer et mutiler par la police aujourd’hui, que les personnes responsables ne soient pas inquiétées, que Bernard Cazeneuve puisse prétendre à un poste de Premier ministre, [il était ministre de l’Intérieur au moment où Rémi Fraisse a été tué] et puis de façon très personnelle, que ce soit tombé sur Rémi. »

« Il n’y a pas uniquement la colère qui me donne envie de militer. J’ai envie de créer un monde qui me plaît, de défendre ce qui est juste. Quand on se rend à des rassemblements il n’y a pas uniquement le cortège, il y a tout ce qui se construit autour et l’envie de transformer le monde dans lequel on est, dit Juliette. Cet engagement se traduit dans mon quotidien également, en œuvrant pour l’agriculture paysanne en opposition à l’agro-industrie dévastatrice et mortifère, soutenue par la FNSEA. »

« On a l’impression que rien n’a changé depuis la mort de Rémi, c’est même pire »

Manon a développé une angoisse et une peur des manifestations après la mort de Rémi. « Je ne peux plus aller en manifestation ou même les approcher. Si j’entends des bruits, même si c’est à quelques rues, je suis tétanisée. Je ne suis jamais rassurée quand je sais que des amis vont dans ces rassemblements, et c’est sûr que je ne laisserai jamais ma fille y aller, j’ai trop peur. » Les cinq proches de Rémi qui ont accepté de s’entretenir avec Reporterre, font tous et toutes le même constat sur l’intensification de la répression policière ces dernières années.

« Il n’y a eu aucune remise en cause du maintien de l’ordre depuis la mort de Rémi, bien au contraire. On le voit avec ce qu’il s’est passé à Sainte-Soline ou ce qu’il s’est passé récemment sur la lutte contre l’A69, avec des personnes grièvement blessées, dit Juliette. Il n’y a jamais d’accoutumance à cela, c’est un drame à chaque fois, et cela nous replonge dans ce qu’on a vécu avec Rémi. »

Manon prend également l’exemple de [Nahel Merzouk](#) en 2023, tué par un policier lors d’un contrôle routier : « Les médias tentent de trouver un casier judiciaire, on laisse planer le doute sur le fait que la personne était un éventuel délinquant pour justifier l’acte du policier. Pour Rémi, c’était la même chose. Mais il n’y a rien qui justifie d’être tué par les forces de l’ordre. » Simon est lui aussi marqué par cette répression : « Il y a un déni du gouvernement en termes de violences policières. On a l’impression que rien n’a changé depuis la mort de Rémi, c’est même pire. »



« Le dernier été qu'on a passé avec Rémi, on était au festival Jazz in Marciac, et on a passé deux semaines de musique et de soirées autour du feu, c'était génial », se souvient Greg. © Antoine Berlioz / Reporterre

Assise sur un banc le long de la rivière, Juliette poursuit : « Je pense qu'on a été touché avant la plupart des personnes sur la question des violences policières avec la mort de Rémi. Je dis la plupart des gens, parce que, bien évidemment, les gens qui étaient sur les luttes, les zad, et surtout dans les quartiers populaires sont concernées depuis bien plus longtemps. » Pour Thomas, « il y a une naïveté qui était présente il y a dix ans et qui n'est plus là. L'image de l'État et des forces de l'ordre a changé pour moi ».

Aujourd'hui, dix ans après, Thomas, Simon, Juliette, Greg et Manon dénoncent ces mécanismes qu'ils ont brutalement vécus en 2014. « À travers notre expérience, nous avons été témoins de la manipulation des médias et de la criminalisation des personnes qui luttent contre des projets écocidaire, retrace Juliette. L'État utilise une répression physique et judiciaire très intense, tout cela pour faire passer en force des projets privés qui sont dans l'intérêt d'une poignée de personnes comme le groupe Pierre Fabre, qui a poussé pour la construction de l'A69, ou la FNSEA pour le barrage de Sivens. Des projets qui sont souvent jugés illégaux à terme, mais rien n'y fait. Dix ans plus tard, on comprend vraiment dans quel engrenage nous avons été pris. »



Simon faisait partie, avec Rémi, d'une bande d'amis originaires du même village près de Toulouse. « C'était dur d'accepter la réalité », raconte-t-il. © Antoine Berlioz / Reporterre

Sur le banc vert, Greg dévoile un jeu de cartes. « Cela me rappelle le dernier été qu'on a passé avec Rémi. On était au festival Jazz in Marciac, et on a passé deux semaines de musique et de soirées autour du feu, c'était génial. Il y a une amie à nous qui avait dessiné ce jeu de cartes qui représente des bénévoles et des gens du festival, et sur celle-ci, il y a Rémi, raconte-t-il en montrant le valet de cœur. « Ça fait partie des moments forts que j'ai partagés avec lui. »

Samedi 26 octobre, un rassemblement est organisé dans la forêt de Sivens dans la commune de Lisle-sur-Tarn pour revenir sur la lutte contre le barrage et se souvenir de Rémi Fraisse, 10 ans après sa mort. Certains de ses amis vont y aller pour la première fois, d'autres vont se retrouver entre eux. « Il n'y a pas vraiment de date particulière à laquelle je pense à Rémi, ce sont des souvenirs constants qui sont en nous », confie Greg.



© Antoine Berlioz / Reporterre

<https://reporterre.net/A-Sivens-les-agriculteurs-ont-finalement-reussi-a-se-passer-du-barrage>

À Sivens, les agriculteurs ont finalement réussi à se passer du barrage

Par [Elsa Souchay](#)

28 octobre 2024 à 09h25 Mis à jour le 29 octobre 2024 à 09h37

Dix ans après la mort de Rémi Fraisse, qui a entraîné la fin du projet du barrage de Sivens, les agriculteurs du Tarn font toujours sans cette retenue d'eau. Certains racontent leurs difficultés, d'autres leurs solutions.



Vallée du Tescou (Tarn), reportage

Au commencement était un barrage. Abandonné après la [mort de Rémi Fraisse](#), un militant écologiste tué par le tir d'une grenade offensive en octobre 2014 à Sivens, ce projet ancien devait stocker jusqu'à 1,5 million de m³ en amont de la vallée du Tescou, pour alimenter cette rivière toute l'année et permettre aux agriculteurs d'y pomper pour irriguer. Depuis dix ans, aucune autre solution n'a été mise en œuvre pour parer aux besoins supposés en eau. C'est qu'en fait, de l'eau, il y en a dans cette vallée. Mais pas pour tout le monde.

À Montgaillard, au bord du Tescou, Paul Bourcier ne manque pas d'eau pour irriguer ses terres du Tarn. Le maraîcher a pris depuis 2018 la suite de son père, qui cultivait des céréales. Sa chance, c'est que la ferme avait déjà ses propres stocks d'eau pour irriguer une partie de la production dans des bassins construits il y a quarante ans.

Peu intéressé par les céréales, Paul s'est rapidement tourné vers le maraîchage. « *Avec tout ce bordel climatique, on en venait à semer pour rien* », dit-il. Les zones céréalières fertiles servent donc désormais à la production de légumes. De la luzerne, récoltée au printemps hors période sèche, pousse sur le reste des surfaces.

Loin d'être « *sans eau* », la vallée du Tescou est parsemée de ces petits lacs ou grandes mares aménagées sur les fermes avant les années 2000, financés à 80 % par des aides publiques. Le choix du département du Tarn d'un ouvrage unique à Sivens a en fait asséché le soutien à ces autres solutions.

Des terres épuisées

« *On a arrêté les lentilles, un insecte pique la feuille, elle ne pousse plus.* » Christian Felga non plus ne manque pas d'eau, mais a dû considérablement repenser la rotation de ses cultures. Installé à Montdurausse, en surplomb de la vallée du Tescou, ce céréalier et producteur de légumes bio en plein champ a « *arrêté le soja, à cause des punaises. Il y a aussi le pois chiche qui n'a pas fonctionné* ».

Sur les cultures touchées par ces « *ravageurs* », il cumule des récoltes maigres et une production déclassée. À cela s'ajoute « *l'érosion globale des rendements* » depuis plusieurs années. Les causes sont multiples : « *C'est vrai qu'on a peut-être aussi tiré un peu trop sur le sol* », admet-il. Après cinquante ans à viser les rendements, les terres du bassin versant semblent aussi fatiguées que celles et ceux qui la cultivent. Christian a désormais décidé de mettre en place un plus grand nombre d'intercultures « *pour laisser la terre se reposer* ».

Christian Felga,
producteur de légumes bio.
© Elsa Souchay /
Reporterre



Il y a aussi la difficulté à avoir de « *bonnes années* ». Le Tarn n'échappe pas aux aléas climatiques extrêmes et plus fréquents : sécheresse en 2022 et 2023, pullulation d'espèces touchant les productions les plus rentables. Président de la Cuma des Deux monts — une coopérative de partage de matériel —, regroupant soixante-dix agriculteurs de la vallée, Christian note que ces difficultés freinent le renouvellement générationnel : « *On n'a pas de vision à long terme, forcément ça ne donne pas aux jeunes le moral ni l'envie de créer.* »

Avec des exploitations plus grandes et plus chères à l'achat, les nouveaux venus sont ainsi « *contraints de produire vite et beaucoup* », selon Christian, pour rembourser leurs prêts.

« **Toujours solidaire des gens de la vallée** »

La quinzaine d'installations observées dans cette vallée ces dernières années s'est surtout faite par des reprises par des enfants des familles déjà en activité. C'est le cas de La Vie bio, un groupement agricole d'exploitation en commun (Gaec) à Saint-Urcisse. La famille Esclapez y élève des poules pondeuses et des volailles en plein air qu'elle abat elle-même et dont elle vend la viande sur place ou sur les marchés. Pour nourrir ces animaux, ici aussi, on a recours à trois retenues collinaires construites sur trois parcelles différentes dans les années 1980.

« *On essaie de valoriser cette ressource surtout dans les bonnes terres, en arrosant la nuit, ou en augmentant la part du sorgho* », détaille Mattis Esclapez, associé du Gaec. Qui dit poules dit maïs, céréale si prisée par l'amidon qu'elle apporte pour la croissance des bêtes. Le remplacer par un mélange d'autres céréales, comme le blé, le triticale et la féverole, impliquerait « *deux fois plus de temps pour que les volailles atteignent le même poids* ».

« Depuis vingt-cinq ans qu'on est là,
on est reconnus »

La ferme tient le coup, portée par une demande en hausse. « *Depuis vingt-cinq ans qu'on est là, on est reconnus* », se félicite Mattis. Même si tout n'est pas simple : « *Avant, on autofinçait*

beaucoup, maintenant, on est contraints d'emprunter et on a dû augmenter un peu les prix », dit Tamara Esclapez, sa sœur, responsable de la partie administrative. Toute la famille est restée neutre quand la vallée s'enflammait entre pro et antibarrage. « Ici, c'est la Suisse », plaisante Mattis. Mais le sentiment d'un destin commun est bien là. « Même si je ne travaille pas comme eux, je resterai toujours solidaire des gens de la vallée ».

Ces « gens », justement, difficile de les entendre. « *Je n'ai rien contre vous, mais j'en ai marre, je ne veux plus en parler* », nous dit-on inlassablement. Dix ans après l'abandon d'un barrage qu'ils jugeaient indispensable, la parole des probarrage s'est asséchée. Les brefs échanges nous font sentir que la frustration, le dépit et la colère sourde sont toujours là. Mais dans l'équation du moment, l'eau n'est plus le problème numéro 1. Les agriculteurs subissent [les épidémies à la chaîne](#) — maladie hémorragique, [fièvre catarrhale](#), grippe aviaire —, les hausses des prix du grain, de l'énergie, des intrants chimiques.

À la veille du week-end en souvenir de l'homicide de Rémi Fraise, les actions avaient déjà repris avec des décrochages de panneaux de villages, affichés devant les préfectures du Tarn-et-Garonne ou à l'entrée de Gaillac, tandis que la Coordination rurale appelle à des actions le mardi 29 octobre.

Une concertation envasée

Il n'y a pas que les conventionnels qui serrent les dents. « *J'ai toujours considéré qu'il y avait urgence à faire une transition vers l'agro-écologie, mais par l'exemple* », témoigne Axelle Patoureau. Retraitée toujours en activité agricole, cette éleveuse de brebis et de volailles a animé pendant vingt-trois ans le réseau des Cuma du Tarn. Elle aussi a vu l'érosion des dynamiques locales : « *On avait monté un petit marché de producteurs à Salvagnac, mais même ceux qui l'avaient réclamé ne viennent plus.* »

L'éleveuse Axelle Patoureau a animé pendant vingt-trois ans le réseau des Cuma du Tarn. © Elsa Souchay / Reporterre



Il y a dix ans, Axelle a subi son lot de menaces du fait de ses positions contre le barrage. Aujourd'hui, elle représente l'association Nature et Progrès Tarn au sein du projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) du bassin versant du Tescou. Cette concertation, lancée en 2017 pour essayer d'imaginer une vision commune répondant à la fois aux enjeux environnementaux et agricoles après l'abandon du barrage de Sivens, patauge toujours, freinée par la nécessité d'une prise de décision au consensus.

« *C'était essentiel pour que ce soit un vrai projet commun. Sinon, nous ne représentions que 20 % de l'instance de coconstruction* », se souvient Françoise Bandel, qui milite depuis quinze ans dans le Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet, là où devait être construit le barrage.

La zone humide du Testet, là où devait être construit le barrage, ici en 2017. © Elsa Souchay / Reporterre



« Il faut arriver à en sortir par le haut »

Sans relâche, ces citoyens essayent de faire avancer leurs positions tout en maintenant un dialogue avec leurs adversaires d’hier. « *Il faut arriver à en sortir par le haut* », affirme Françoise Blandel. Le besoin en eau n’a, pour ces militants, n’a jamais été tabou ; c’est l’usage de cette ressource qui reste le nœud du problème. « *Cela fait dix ans qu’ils disent qu’il y a besoin de flotte, mais il n’y a que nous, les associations citoyennes, qui élaborons des pistes concrètes. Sauf qu’ils les refusent, parce que ça émane de nous* », se désole Axelle.

Certaines issues s’ouvrent toutefois par d’autres canaux. La vallée du Tescou a ainsi fait partie des territoires pilotes pour les paiements pour services environnementaux (PSE). Le principe : donner de l’argent à des exploitations pour qu’elles favorisent des « *infrastructures écologiques* ». En 2023, selon l’Agence de l’eau Adour-Garonne, 32 exploitations du secteur ont bénéficié de financements pour la diversification des cultures, le maintien des prairies et couverts, une sobriété en intrants et la présence d’infrastructures écologiques, comme des haies, sous-bois et zones humides. Une aide d’un peu plus de 5 000 euros par exploitation, qui reste insuffisante pour construire un nouveau modèle.

Le Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet et les autres associations misent aujourd’hui sur une autre piste : faire enfin le diagnostic de l’existant, notamment des 300 petites retenues existantes. Dans [une lettre ouverte](#), elles proposent le « *désenvasement / agrandissement de retenues existantes* » et de « *couvrir le déficit de la partie non réalimentée du Tescou par un panel d’ouvrages collectifs* » de taille modeste, en évitant toute construction sur des zones humides.

Une option déjà mise en œuvre dans le Tarn-et-Garonne voisin, où une charte sur l’eau signée en 2021 a permis de relancer la construction de ces fameuses retenues collinaires (moins de 40 000 m³), cette fois sous condition : pas sur des zones humides, pas de pompage en période d’étiage (basses eaux) et un usage pour des cultures à haut rendement ou du fourrage seulement. Reste que, pour le moment, l’option d’un stockage d’eau n’est toujours pas abandonnée, comme le rappelle au [Monde](#) le président de la chambre d’agriculture du Tarn : « *Ce qui est arrivé à Sivens en octobre 2014 nous a amenés à réfléchir à d’autres approches du problème, mais le stockage est la seule solution économiquement viable.* »

Selon les informations de *Reporterre*, le secrétaire général de la préfecture laissait entendre cette semaine encore la possibilité de « *refaire des lacs collinaires sur le département* » afin de « *montrer que c’est possible* ». La prochaine réunion de l’instance de coconstruction est attendue en fin d’année.

AutonoMIE 4 expulsions en 2 semaines // Sivens 10 ans reportage // Mois Kréyol et autres annonces

émission de radio Canal Sud Les Petits Papiers du 29 oct 2024 :

<http://www.canalsud.net/spip.php?article5971>

BONNE ÉCOUTE !

- **"La chasse à l'enfant est de nouveau déclarée par la Préfecture de Toulouse contre les Mineurs Isolés du collectif Autonomie. Quatre expulsions en deux semaines, c'est insupportable ! Soutenez les jeunes du collectif Autonomie !**

- **Sivens 10 ans, reportage samedi 26 oct 2024 à la Maison de la forêt de Sivens - commémoration de l'assassinat de Rémi Fraisse retour sur la Zad du Testet MAISON DE LA FORÊT DE SIVENS**

- **Mois Kréyol et annonces militantes et culturelles de Halloween et autres"**

- Les Petits Papiers cultures et militances émission radiophonique en direct Mardi 14h-15h en rediff Vendredi de 11h à midi sur Radio CanalSud - 92.2 mHz - www.canalsud.net

Contact : radio-lespetitspapiers@proton.me

& Diffusée aussi le vendredi 14h-15h sur Radio Lora, Das frei Radio von Zürich, 97.5 mHz ou www.lora.ch